

1. L'IMPASSE REFORMISTE

A l'origine du réformisme se trouve le dilemme que rencontre tout parti révolutionnaire en lutte contre l'ordre bourgeois. Rosa Luxemburg a parfaitement situé les termes de ce dilemme : « La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est pas une chose si simple. Toute l'originalité de ce mouvement réside en ce que, pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires doivent réaliser leur volonté par elles-mêmes et contre toutes les classes dominantes, et situer cette volonté dans l'au-delà de la société actuelle, par-delà cette société. Mais cette volonté, les masses ne peuvent se la façonner que dans la lutte continue avec l'ordre existant, que dans le cadre de cet ordre. Unifier la grande masse populaire avec un but qui dépasse tout l'ordre existant, la bataille de chaque jour avec tout l'ordre du monde, tel est le gros problème du mouvement social-démocrate, lequel, conséquemment, doit opérer en progressant entre ces deux écueils : entre l'abandon du caractère de masse et l'abandon du but final, entre retombée à l'état de secte et culbute dans le mouvement réformiste bourgeois, entre anarchie et opportunisme. » Voilà le problème.

A l'époque du capitalisme libéral, la social-démocratie classique l'a résolu en distinguant le programme minimal du programme maximal. Au syndicat le programme minimal, revendicatif, économique, quotidien. Au parti le programme maximal, politique, historique, et les déclarations parlementaires. Entre les deux, rien ; ou plutôt si : un jeu de cache-cache. Le syndicat limite les luttes pour faire pression sur le parlement sans empiéter sur le rôle du parti. Et le parti s'adonne aux joutes parlementaires sans mobiliser les masses organisées par le syndicat. L'astuce est vieille mais efficace ; le P.C.F. l'utilise encore.

Pourtant elle marche de moins en moins bien. Rosa Luxemburg explique encore : « La division entre la lutte politique et la lutte économique et leur séparation n'est qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable de la période parlementaire. D'un côté, dans la marche tranquille, normale de la société bourgeoise, la lutte économique est dispersée, morcelée en une multitude de luttes partielles dans l'entreprise, dans chaque branche de la production. De l'autre côté, la lutte politique est menée non pas par la masse elle-même dans une action directe, mais conformément aux formes de l'Etat bourgeois, par une voie représentative, par la pression opérée sur le corps législatif. »

Cependant, à l'époque du capitalisme libéral et concurrentiel, une telle tactique pouvait suffire pour permettre au syndicat de remporter des satisfactions matérielles et aux bureaucraties ouvrières de s'attribuer les victoires nécessaires à leur prestige au sein de la classe ouvrière. Elles mettaient à profit la concurrence entre les patrons pour vendre le plus cher possible la force de travail des ouvriers. Succès éphémères, reperdus un jour ou l'autre, mais dont se nourrissaient les réformistes.

Mais à l'époque du capitalisme monopoliste où le commandement central de l'Etat prend le pas sur la concurrence et l'initiative privée, les syndicats ne peuvent plus jouer le même rôle. Trotsky pose clairement l'alternative : les syndicats « ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat ». Et Rosa Luxemburg va dans le même sens : « Le mouvement syndical se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense de conquêtes déjà réalisées, et même celle-ci devient de plus en plus difficile ». Telle est la marche générale des choses dont la contre-partie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale.

Cette situation condamne la politique réformiste. Les réformes ne peuvent plus être que le résidu des luttes révolutionnaires. Quant au réformisme, faute de pouvoir contribuer à défendre les intérêts immédiats du prolétariat, il devient l'un des piliers de l'ordre établi.

2. LE SOCIAL-IMPERIALISME

Trotsky explique que la social-démocratie, placée devant cette impasse du réformisme, se mue en « social-impérialisme ». C'est dire qu'elle vit des pourboires de l'impérialisme et à son service. Cette évolution, sensible avant la dernière Guerre mondiale a été spectaculairement confirmée dans les années 1950 et 1960.

En France, dans les années 1954-57, fleurit la littérature sur la crise de la social-démocratie : « La science économique et l'action » de Mendès ; la préface de Mollet à « Déclin et succession du capitalisme » ; « Le socialisme trahi » d'André Philip. Les documents de nouveau programme du parti travailliste anglais, apparus à la conférence de Scarborough, en 1958, avaient cyniquement expliqué : « Le parti travailliste reconnaît qu'avec le passage des fonctions de direction entre les mains de directeurs professionnels, les grandes entreprises dans leur ensemble servent bien la nation... » (1). En Allemagne, au congrès de Bab-Godesberg, en 1960, la social-démocratie liquide toute référence au marxisme.

La social-démocratie européenne était donc idéologiquement bien préparée à jouer le rôle auquel elle fut appelée dans les années 1960 : Nenni, Brandt, Wilson au pouvoir font la politique impérialiste qu'aurait fait n'importe quel parti bourgeois. La bourgeoisie a seulement pensé que leurs accointances au sein de la classe ouvrière leur faciliterait la tâche.

3. LES IDEOLOGIES REFORMISTES AUX ABOIS

Privé de perspectives pratiques, le réformisme ne peut plus servir de base pratique à des organisations puissantes. Il n'est plus qu'un climat idéologique où évoluent des groupes invertébrés qui oscillent entre le gauchisme et le modernisme, entre l'autogestion et le contre-plan, entre Rocard et Mao...

C'est le cas des multiples courants du P.S.U., l'un des plus typiques étant celui de Badiou. Dans sa brochure, Badiou explique que la tactique de construction du parti ml de type nouveau doit être pluraliste. Il faut intervenir partout où il y a des ml en puissance et coordonner le tout. Autant dire que cette tactique pluraliste va de pair avec une politique pluraliste, gauchiste sur certains points, droitiste sur d'autres, dans laquelle se dissout le projet organisationnel, le seul projet est celui du regroupement d'un « quartier général prolétarien ». Cela suffit pour perpétuer l'idéologie réformiste, les troupes étant superflues vu la difficulté à pratiquer une politique réformiste.

De la même situation résulte la vogue des courants anti-autoritaires impuissants à affronter l'Etat fort. Et encore les courants qui s'orientent vers la révolte des consommateurs : faute de pouvoir combattre le capitalisme sur les lieux de

(1) Ce n'est pas un hasard si l'indépendance syndicale n'est revendiquée qu'à l'égard du parti, et non par rapport à l'Etat bourgeois. En évitant de caractériser la nature de cet Etat, on « oublie » les dangers d'intégration. On escamote les problèmes de la prise du pouvoir. C'est précisément ce que fait en France la C.F.D.T. pour qui l'indépendance du syndicat par rapport au parti n'est que la justification démagogique de visées réformistes. (cf les rapports avec le P.S.U., la S.F.I.O., et... Poher).